

PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

L'harmonisation fiscale en Europe est une nécessité absolue si on veut avoir une véritable Europe. Naturellement, porteur des valeurs d'équité et de justice sociale, l'impôt progressif est le ciment de la cohésion sociale.

PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Il faut "éliminer" les "niches" fiscales qui font perdre de vue pour les citoyens l'aspect solidaire de l'impôt dont le calcul et la progressivité doivent être améliorés.

PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Si atteindre les objectifs de Développement Durable doit être déclaré cause nationale avec des mesures et des projets concrets, les moyens financiers justement configurés doivent être définis et alloués.

PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Il faut lutter contre les frins à la mise en place enfin d'une Tafe sur les transactions financières.

PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

La France doit être fière de ses valeurs forgées dans son histoire et exemplaires dans le monde entier. Elle lutte contre la pauvreté et les inégalités doit continuer et même être amplifiée. C'est aussi l'intérêt de nos peuples que de coopérer et d'échanger.

PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

La transition énergétique est une nécessité absolue pour nous et pour la planète : nous sommes en retard. Il s'agit en parallèle de sortir des énergies fossiles et nucléaires, mais aussi de développer des énergies "naturelles" : eau, air, soleil.

PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : L'agriculture doit produire uniquement pour la consommation humaine.	

PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : oui le "financement climat" est nécessaire. Il doit être essentiellement public.	

PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Naturellement il faut trouver les justes équilibres en ayant comme priorité la vie humaine et la préservation de notre environnement.	

PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : en privilégiant les circuits courts, les produits locaux, "le bio", la paysannerie, ou privilège pour nos populations une alimentation saine, je dirais même normale par rapport à l'utilisation de produits chimiques.	

PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Nos pays ont toujours été des zones de migration. Naturellement il faut se préoccuper des causes qui conduisent les femmes et les hommes à quitter leurs pays poussés par la faim ou les guerres. Et savoir les accueillir...

PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

L'Europe doit jouer son rôle dans les accords internationaux et avoir une véritable vision humanitaire.

PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Légiférer oui, mais cela ne suffit pas : il faut des mécanismes de contrôle et de sanctions.

PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Non seulement l'harmonisation des fiscalités et des rémunérations est une question de justice sociale et humaine, c'est aussi l'intérêt de tous d'équilibrer les rapports humains et économiques.

PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Chaque être humain est unique, quelque soit son origine ou son sexe; et ne doit pas être discriminé en raison de soit-disant catégorisation.

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

Nom : BETENFELD

Date : 3 Juin 2017

Prénom : GERARD

Signature :

Département : Guy-de-Dôme

G. Betenfeld